

L'abondance des matières nous oblige à ajourner la publication du feuilleton.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Marseille, 15 mars, soir.

On mande de Rome, 15 mars :
« Le comte d'Armi a été reçu de nouveau par le cardinal Antonelli à qui il a présenté ses lettres de rappel.

« On pense que la discussion des lois financières amènera la démission totale du ministère si les projets de M. Sully sont rejetés, et une simple modification du cabinet, s'ils sont adoptés.

Cannes, 15 mars.

L'honorable George Ewings, ancien membre du Congrès des États-Unis, mais habitant en France depuis longtemps, est mort ce matin ici.

Angleterre

Londres, 15 mars.

Le Times publie une lettre du député espagnol Arturo Marcorté constatant les avantages qu'offrirait un traité de commerce avec l'Espagne pour diminuer les droits prohibitifs sur les vins espagnols et portugais.

Allemagne

Berlin, 15 mars.

La Chambre des seigneurs a voté à l'unanimité le budget de 1872. Le ministre des finances a constaté que l'Etat avait commencé l'année 1872 avec un excédent de 14 millions et demi de thalers par suite de la suppression du trésor de l'Etat. Le ministre a fait espérer que la suppression des crédits ouverts pour l'ancienne Confédération du Nord et le produit plus élevé des impôts, permettraient d'employer 14 millions à l'extinction de la dette.

(Agence Havas.)

PARIS, SAMEDI 16 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

M. Vautrain a réuni hier, dans un des bureaux de l'Assemblée, ses collègues de la députation de la Seine. Il leur a exposé que le moment était venu de provoquer, de la part de l'Etat, le remboursement des 200 millions payés aux Prussiens par la ville de Paris. Ces 200 millions sont absolument nécessaires à l'équilibre du budget de la Ville qui se trouve grevé d'une dette de 2 milliards, et l'Etat ne saurait être admis à prétendre qu'il ne les doit point ; car ils n'ont pas été payés comme contribution de guerre de la Ville, mais comme une des conditions de l'armistice conclu pour toute la France.

La thèse soutenue par M. Vautrain a été appuyée par MM. André, Brelay, Denormandie, Gambetta et Laboulaye, et une commission de six membres a été chargée d'entrer immédiatement en relations avec le Gouvernement. — Dès mardi prochain cette commission sera reçue par M. le ministre des finances.

Dans cette même réunion, M. Vautrain a également invité ses collègues de la députation de la Seine à s'occuper aussi de la question des indemnités dues par l'Etat, tant pour le siège des Prussiens que par suite des désastres amenés par l'insurrection communale. Mais ce point n'a été traité qu'incidemment et fera, sans doute, l'objet d'une prochaine et plus complète délibération.

Nous avons emprunté hier, à la République française la nouvelle d'un conflit qui se serait élevé entre le Gouvernement et le conseil d'enquête, chargé d'instruire préparatoirement sur les capitulations de la dernière guerre, au sujet de la publication

tion des procès-verbaux des séances de ce conseil. Le même journal fait remarquer aujourd'hui combien l'attitude prise en cette occasion, par M. Thiers est regrettable et sera sévèrement appréciée par le pays, s'il est vrai, comme on l'affirme, que le conseil d'enquête, à la majorité de deux voix, a décidé qu'il y a lieu de renvoyer devant un conseil de guerre celui de tous les signataires des capitulations sur qui pèse la plus terrible responsabilité : le maréchal Bazaine.

N'aura-t-on pas quelque raison de croire que c'est surtout en vue de soustraire, pour un temps au moins, la conduite du maréchal Bazaine à l'opinion publique, que M. Thiers s'oppose à la publication des procès-verbaux.

Le ministre de la guerre aura à se pourvoir de l'autorisation de l'Assemblée nationale pour remplacer, dans la composition du conseil de guerre qui sera chargé de juger le maréchal Bazaine, les maréchaux par des généraux de division. Il n'y a, en effet, qu'un seul maréchal qui n'ait pu être jugé actuellement le maréchal Bazaine, c'est le maréchal Vaillant. Les autres maréchaux ont servi sous les ordres du maréchal Bazaine ou dans la même guerre.

Nous publions, sous la rubrique *Actes officiels*, un décret du ministre de l'intérieur, autorisant le conseil général du département de la Seine à se réunir en session extraordinaire à l'effet de délibérer sur l'établissement de chemins de fer ou tramways dans Paris et dans le département de la Seine.

Nous souhaitons vivement que les négociations relatives à l'établissement de ces tramways aboutissent à un résultat favorable : la prospérité du département y est intéressée. En dépit de tout ce qui a été fait depuis vingt ans, la question de la locomotion rapide, fréquente et à bon marché dans le département de la Seine est encore à résoudre.

QUESTION DU JOUR

LES ÉCONOMIES

M. Thiers invoquait hier, à la tribune, quarante années d'expérience pour arriver à poser l'axiome suivant : qu'il est impossible de réaliser plus de 15 à 20 millions d'économies sur un budget de deux milliards.

Assurément, si l'on se borne à passer rapidement en revue ce qui s'est produit en Europe depuis quarante ans, on arrive à la même conclusion que M. Thiers ; on peut même ajouter que les assemblées qui ont poussé la hardiesse jusqu'à décréter 100 millions d'économies sur certains chapitres du budget, ont toujours eu à enregistrer cette déception que le quart à peine des économies décrétées a pu être réalisé.

Il en sera toujours ainsi tant qu'on persistera à décréter des économies sans vouloir apporter des modifications radicales au système administratif et financier qui fonctionne en France depuis quatre-vingts ans.

Etant donné — comme l'a déclaré M. Thiers avec autant d'énergie que de modération — qu'il est impossible de rien retrancher sur nos budgets de la marine et de la guerre, toutes les investigations de la commission du budget n'aboutiront qu'à réaliser des économies insignifiantes.

Partant, point d'économies sérieuses si le Gouvernement ne se décide pas à modifier radicalement le système de perception d'impôts actuellement en vigueur ; si, ne pouvant licencier une partie de l'armée active, il ne prend pas la résolution de ré-

luire les cadres de l'armée des fonctionnaires, des agents fiscaux, exacteurs, receveurs, employés de toute nature qui pèsent si lourdement sur le budget.

Nous n'avons pas la prétention d'indiquer dans quelle mesure on peut licencier l'armée des employés civils ; mais le discours de M. Germain prouve qu'il y a des abus dans notre système de perception ; « on peut faire, a-t-il dit, des économies sur le service de la trésorerie. Dans la dette flottante, a ajouté l'honorable député, dont la compétence en pareille matière est notoire, on remarque cette bizarrerie, que les fonds des receveurs généraux, au lieu d'être versés directement, font des cascades jusqu'à la caisse du Trésor.

Cette sortie de M. Germain à l'endroit des receveurs généraux devrait induire M. Thiers — qui a merveilleusement exposé dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* les avantages du système de perception inauguré par Napoléon I^{er} — à rechercher si notre système de perception, vieux de quatre-vingts ans, n'est pas condamné à une complète transformation depuis que les chemins de fer, les télégraphes et toutes les découvertes modernes ont mis les moindres hameaux en communication rapide, instantanée, avec les grands centres financiers et industriels.

En Angleterre, le service de la trésorerie de l'Etat est fait par la Banque. En Italie, où la question des économies est à l'ordre du jour, le Parlement est saisi d'une loi tendant à confier le service des trésoreries à la Banque nationale, au Banco de Naples et à celui de Sicile. La Banque de France, qui a des succursales partout où l'Etat entretient de grands frais des receveurs généraux est prête, nous dit-on, à assumer le service de notre trésorerie. Il y a évidemment là une économie considérable à réaliser.

Pourquoi enfin le Gouvernement n'augmenterait-il pas par département ou par grandes régions la perception des impôts ? Les fermes générales ont un passé déplorable dans notre histoire ; mais les abus, les scandales d'alors étaient la conséquence logique du délabrement de nos finances, du gaspillage, de l'avilissement de notre crédit.

Ce qui s'oppose à la réalisation d'économies sérieuses, c'est la routine administrative, c'est la centralisation monstrueuse qui nous paralyse.

A vrai dire, peu de gouvernements ont assez de hardiesse et de vues d'ensemble pour s'embarquer dans des réformes de cette nature ; mais ceux qui, en pareille matière, savent agir, trouvent des hommes intègres et persévérants pour les assister ; le public les encourage, la presse les soutient, et les difficultés qui paraissent insurmontables au début disparaissent comme par enchantement.

JULES DE PRACY.

REVUE DES JOURNAUX

La France ne croit pas que le silence qui s'est fait autour de la loi Victor Lefranc soit un silence d'apaisement, et elle craint que le public n'ait cédé à une dangereuse illusion en se reposant dans la pensée qu'un rapprochement sérieux et sincère s'est opéré entre le Gouvernement et la commission. L'attitude expectante qu'on observe des deux côtés, à un moment où l'on devrait définitivement savoir à quoi s'en tenir, indique trop fortement notre confrère, et il supplie M. Thiers de retourner de la France un nouveau 20 janvier.

Nous regardons comme un malheur, dit la France, que l'une de ces brusques et excessives interventions de M. Thiers, que nous avons apprises à redouter, exposé de nouveau le faible échafaudage de notre régime actuel aux péripéties d'un conflit.

Le vote de la loi relative à l'Internationale —

en l'efficacité de laquelle nous n'avons guère confiance, d'ailleurs — montre au Gouvernement combien il lui est facile de rallier et de grouper une majorité. Qu'il ne s'imagine point que l'opposition à la loi Victor Lefranc provienne d'un parti pris systématique, et qu'on veuille lui refuser les moyens de gouverner. Ce serait là une erreur complète. Le rapport de M. Grivart s'exprime, à ce sujet, de façon à dissiper tous les doutes. Le projet Victor Lefranc a contre lui tous les esprits non prévenus, et la Chambre ne pourrait le voter, dans l'état actuel, qu'en se suicidant pour ainsi dire. Le Gouvernement ne peut pas le lui demander, à moins de vouloir jouer avec les crises, ce que le patriotisme conseille, en ce moment, d'éviter à tout prix.

Le voyage du prince Frédéric-Charles et de plusieurs généraux prussiens en Italie a fortement impressionné l'opinion publique, et il n'est pas douteux qu'il n'y faille voir l'indice d'intrigues nouvelles que poursuit M. de Bismark par delà les Alpes et qui appelle toute l'attention de nos gouvernements. Sans vouloir résoudre cette question : « Y a-t-il, dès à présent, alliance offensive et défensive entre la Prusse et l'Italie ? » le *Sécler* nous remet en mémoire un fait qui prouve que l'idée de séparer irrévocablement l'Italie de la France, pour en faire la très humble servante de sa politique, était née et avait grandi dans le cerveau de M. de Bismark longtemps avant nos désastres.

Deux jours après la signature du traité de Prague, le 25 août 1866, M. d'Udedom, ministre de Prusse à Florence, était chargé de proposer au Gouvernement italien la continuation de l'alliance exclusivement conclue alors en vue de la guerre contre l'Autriche. La dépêche du représentant de la Prusse porte textuellement ce qui suit :

« M. d'Udedom a été chargé de manifester le désir exprimé par le cabinet prussien, que l'alliance des deux pays ne trouve pas son terme avec la paix, mais qu'elle puisse se perpétuer et se fortifier pendant les temps de paix où nous entrons. »

Le gouvernement italien se montra fort réservé dans sa réponse à l'offre directe d'une alliance positive. M. Visconti-Venosta se borna à déclarer que l'Italie attachait « un haut prix aux liens de la nation italienne et de la nation allemande. » Il ajoutait que le Gouvernement du roi Victor-Emmanuel ne négligerait rien « pour assurer d'une manière permanente aux deux pays les avantages réciproques d'une amitié durable. »

Il est certain que si l'Italie sentait aujourd'hui l'œuvre de son unification menacée par une nouvelle expédition française à Rome, elle sortirait de cette réserve et n'hésiterait pas à s'engager avec la Prusse dans une alliance positive.

Le Temps traite avec beaucoup de mesure cette même question de l'alliance prussio-italienne.

Les démonstrations d'amitié échangées par les deux gouvernements n'ont rien d'immediatement menaçant, dit le Temps, mais elles n'en doivent pas moins nous préoccuper ; elles n'en sont pas moins un avertissement ; elles signifient clairement que l'entente des races latines, qui est une donnée nécessaire de la politique française restera impossible tant que les Italiens pourront continuer l'œuvre d'une arrière-pensée contre eux. Nous aurons beau crier à l'ingratitude, l'Italie ne se détachera de l'Allemagne que la condition de se croire absolument sûre de la France, et elle ne se croira sûre de la France que lorsqu'elle n'aura plus aucune raison de soupçonner un intérêt éternel dans notre jeu. Il est très bon, à ce point de vue, que notre adversaire soit enfin parti, et il sera bon que la discussion des pétitions cléricales, si elle doit avoir lieu, soit conduite de manière à ne pas diminuer l'heureux effet de son arrivée.

Et pour nous faire mieux sentir combien il importe que nous tenions grand compte des sentiments de l'Italie à notre égard, le Temps examine le rôle que jouerait cette puissance dans les futures combinaisons des alliances de peuple à peuple en Europe.

L'alliance russe n'est peut-être ni aussi facile ni aussi absolument désirable que quelques-uns se le persuadent ; elle est pourtant possible, et il est clair que si jamais elle se réalisait, la France et la Russie trouveraient l'Allemagne et l'Autriche unies entre elles. Dans ce cas, l'Italie serait forcément contrainte à prendre parti, et il ne serait nullement indifférent qu'elle se décidât pour ou contre nous.

Malgré sa faiblesse relative, c'est elle peut-être qui déciderait de l'issue du conflit.

Circulaire du ministre de la guerre

Le ministre de la guerre a fixé, à la date du 27 février dernier, les états de répartition du contingent de la classe 1870 des départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de l'Oise et de Seine-et-Marne, qui n'avaient pas encore rejoint leurs corps.

On se conformera, pour l'immatriculation, à l'instruction du 29 juin 1840 et aux dispositions suivantes :

Les effectifs sont fixés comme il suit :
Pour l'infanterie, à..... 3.072
Pour la cavalerie, à..... 1.800
Pour l'artillerie, à..... 300
Total..... 5.172

Toutes les non-valeurs seront supportées par l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie devant recevoir les nombres d'hommes fixés ci-dessus.

Les jeunes soldats admis à devancer la mise en activité, seront précomptés aux diverses armes auxquelles ils auront été affectés. Les devancements d'appel ne pourront être reçus que pour les corps qui auront été désignés dans la répartition de ce contingent.

Il conviendra d'affecter au 16^e régiment de pontonniers, le plus grand nombre possible de bateliers. Les hommes exerçant cette profession jouiront d'une tolérance de taille de 0^m,01, mais cette infériorité devra être compensée par une forte constitution.

A défaut de bateliers, on choisira les hommes ayant l'habitude de manier la rame et la gaffe, les cordiers, charpentiers, etc.

La mise en route s'effectuera du 15 au 23 mars. Les jeunes soldats appelés à l'activité ne pourront plus faire admettre de substituts ou de remplaçants, à partir du cinquième jour qui précède leur mise en route. Toutefois, ceux auxquels il aura été accordé des sursis de départ, sursis qui ne devront jamais dépasser trente jours, continueront à jouir de cette faculté jusqu'à un cinquième jour qui précède l'expiration de ce sursis.

Ordinaire, les jeunes gens appelés à l'activité, reçoivent l'ordre de se rendre au chef-lieu du département, d'où ils sont dirigés vers les corps auxquels ils ont été affectés. Cette marche continuera d'être suivie, mais elle présenterait des inconvénients pour les départements qui sont occupés par l'armée allemande.

Afin d'éviter tout rassemblement dans les villes où cette armée tient garnison, l'autorité militaire pourra désigner pour la convocation des jeunes gens, une localité non occupée. Elle choisira, soit une seule localité centrale autant que possible, soit plusieurs localités situées sur différents points du département.

Elle aura en outre la faculté d'échelonner ces départs, de manière cependant que l'époque de la mise en route soit terminée au jour fixé par la présente circulaire.

Le sous-intendant militaire, le commandant du dépôt de recrutement et un officier de gendarmerie se transporteront au lieu fixé pour la mise en route des jeunes gens. Ils seront assistés d'un médecin délégué à l'effet de visiter ceux qui seraient impropres au service militaire.

Les officiers de gendarmerie chargés de l'expédition des affaires militaires dans les départements occupés, préviendront l'autorité allemande de l'opération prescrite par la présente circulaire.

Le ministre de la guerre, De Cissey.

LES ACTES OFFICIELS

LES MASSACRES DE TIEN-TSIN.

RÉPARTITION DE L'INDEMNITÉ

Le président de la République française, Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, Décrète :

Une commission spéciale composée de sept membres sera formée auprès du ministère des affaires étrangères pour répartir, entre les familles des victimes des massacres de Tien-Tsin, l'indemnité de 2 millions.

Le président de la République française, Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, Décrète :

Une commission spéciale composée de sept membres sera formée auprès du ministère des affaires étrangères pour répartir, entre les familles des victimes des massacres de Tien-Tsin, l'indemnité de 2 millions.

Le président de la République française, Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, Décrète :

Une commission spéciale composée de sept membres sera formée auprès du ministère des affaires étrangères pour répartir, entre les familles des victimes des massacres de Tien-Tsin, l'indemnité de 2 millions.

demnité allouée, dans un but de réparation, par le gouvernement chinois.

Les décisions de la commission seront définitives et ne pourront donner lieu à aucun recours ultérieur.

Par un décret en date du 10 mars, les deux pensions concédées à M^{me} veuve Colonna Walewski et Troplong, sont réduits de 20,000 à 12,000 francs.

Les autres pensions civiles sont maintenues.

Le président de la République française, Décrète :

Art. 1^{er}. — Le conseil général du département de la Seine est convoqué en session extraordinaire, à l'effet de délibérer sur un projet d'établissement de chemins de fer ou tramways dans Paris et dans le département de la Seine, ainsi que sur les autres affaires urgentes qui pourraient lui être soumises.

Art. 2. — Cette session extraordinaire s'ouvrira le 9 avril, et ne pourra durer plus de quinze jours.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 14 mars 1872.

ASSEMBLEE NATIONALE

Séance du 15 mars.

PRÉSIDENCE DE M. SAINT-MARC GIRARDIN, VICE-PRÉSIDENT

L'ordre du jour appelle la discussion du budget des dépenses de 1872 (ministère des finances).

M. Ferry critique le projet de la commission au point de vue des économies qu'on aurait pu opérer sur les traitements des fonctionnaires, mais comme il faut faire face aux charges pressantes de la situation, il croit que l'Assemblée doit voter sans hésiter les prévisions inscrites au budget par le gouvernement et adoptées par la commission.

M. Germain indique les moyens d'opérer, suivant lui, des économies plus profitables et plus certaines. Il propose de se passer des intermédiaires au moyen desquels notre trésorerie perdrait aujourd'hui les impôts ; il attaque les droits léonins consentis par le gouvernement à la Banque de France. Sa critique porte sur trois points : 1^o Le mode de règlement intervenu entre l'Etat et la Banque pour le taux des avances ; 2^o Le taux de l'escompte payé par le public ; 3^o La circulation.

M. Raudot demande, comme M. Ferry, mais dans une proportion plus générale et plus systématique, des économies sur les traitements des fonctionnaires.

Après une courte réplique de M. de la Bouillerie, rapporteur de la commission aux précédents orateurs, M. Thiers, qui assiste à la séance, prend la parole.

M. Thiers (Mouvement général d'attention) : Ce n'est pas le moment d'entrer dans l'examen de tous les chiffres du budget ; il y en a trop ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

Pour ne pas être dans la nécessité de voter de nouveaux dixièmes provisoires, la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin ; mais il est utile qu'elle nous donne son avis sur les dépenses de nos départements respectifs pour nous livrer à des travaux qui ont leur urgence.

coupons pour n'avoir jamais pu trouver plus de 12, 15 ou 20 millions d'économie sur un exercice!

Le budget actuel se trouve chargé d'une dette énorme, car la guerre qui a eu lieu représente, soit en indemnités, soit en dépenses de la France, plus de 8 milliards! Il n'est pas une de ces dépenses qui ne vienne du passé, qui ne soit l'œuvre du temps et de la cruauté nécessaire.

M. le président de la République repousse énergiquement le reproche fait au gouvernement par M. Raudot d'avoir dissimulé le montant total du budget. Il y a des dépenses résultant des circonstances que le pays a traversées, qui ne sont que momentanées et qui ne peuvent figurer dans un budget (Très bien!). Elles sont inscrites dans un compte à part, ouvert exclusivement aux malheurs de la guerre; car ces sommes ne se reproduiront plus au bout d'un ou de deux exercices. Ce compte de liquidation, qui se monte à 535 millions environ, a été détaché du budget, et nous n'avons fait figurer dans celui-ci que les dépenses qui se reproduisent forcément chaque année.

En ce qui concerne la Banque, je suis d'avis d'avoir entretenu M. Germain, et si versé dans les matières financières, s'exprimer comme il l'a fait. La Banque, par son dévouement, a contribué à sauver le pays et, pendant plusieurs mois, après que l'emprunt contracté en Angleterre a été dévoré presque immédiatement, la France n'a vécu que des ressources que lui a fournies la Banque. Nous n'avons donc que ce sujet que des actions de grâce à lui rendre. (Applaudissements.)

Elle nous a prêtés d'abord à 5 0/0, ensuite à 3; tandis qu'il nous fallait payer ailleurs presque 6 0/0. Plus tard, à la suite de la faculté que le gouvernement a donnée d'émettre 2,500 millions, elle a réduit l'intérêt à 0/0. Rien n'est possible de demander moins? Pour ma part, j'ai pensé que ces conditions étaient très raisonnables. Grâce à l'association du crédit de l'Etat et de celui de la Banque, les billets de banque sont arrivés à valoir ce qu'ils ont valu dans les époques les plus prospères (Très bien!), et si, les jours forcés subsistent encore, il est très facile de procurer la monnaie d'un billet chez un changeur en payant une somme minime.

On a parlé des bénéfices de la Banque. Nous devons en être très heureux; car, plus nous élevons le crédit de la Banque, plus nous assurons la valeur de ses billets. (Nouvelle approbation.)

Pourquoi, nous a-t-on dit, remboursez la Banque? Mais nous ne sommes pas placés vis-à-vis de la Banque comme nous le sommes vis-à-vis de prêteurs qui ne demandent d'autre remboursement que celui qu'ils trouvent sur le marché lorsqu'il existe un amortissement régulier. Elle est pour nous comme un baquet qui prête son argent pour un temps limité au bout duquel il doit rentrer dans ses caisses.

Eh bien! la Banque a stipulé qu'on lui rendrait 200 millions par an, et nous sommes liés vis-à-vis d'elle par un contrat. J'ajoute même que nous sommes aussi intéressés qu'elle à ce qu'elle soit remboursée rapidement, parce qu'elle pourra reprendre plus tôt ses paiements en espèces à bon marché.

Voilà, messieurs, l'état normal. Si nous avions cru, suivant en cela l'exemple de l'Amérique, pouvoir établir plus de 600 millions d'impôts nouveaux, il eût été avantageux d'élever ce remboursement à 300 millions (Assentiment sur un grand nombre de bancs).

Les seules dépenses nouvelles qui incombent au gouvernement sont celles qui concernent des augmentations relatives aux services de l'armée. J'ai déjà travaillé à les justifier devant la commission du budget; je les apporterai devant vous, messieurs, et nous verrons si nous sommes assez oublieux pour ne pas comprendre qu'après les malheurs qui nous ont frappés et qui sont dus à l'insuffisance des dépenses pour l'armée, nous ne devons pas nous retrouver dans une pareille situation.

Ces demandes de crédits nouveaux pour la guerre, je m'en honore, car il y a du patriotisme dans cette occasion à demander à un pays déjà aussi chargé de se charger davantage.

Il ne s'agit pas de revanche, je le dis à la tribune comme je l'ai répété à tous les représentants des puissances étrangères; il nous faut dépenser pour notre armée, non pour faire la guerre, mais pour que la France reprenne la situation qu'elle a toujours eue dans le monde et pour laquelle n'a pas, comme elle l'a été, arrivé sous le dernier règne, une illusion au lieu d'une armée! (Applaudissements redoublés.)

M. Raudot dit que son honneur est intéressé à répondre par quelques explications. Il repousse la proposition de M. Germain de ne pas donner de crédits de dépenses. Il a seulement constaté qu'il existait des dépenses obligées qui ne figuraient pas dans le budget de 1872.

Loin de lui l'intention de faire opposition au gouvernement; mais il veut s'élever contre les choses qu'il trouve mauvaises.

Lorsqu'il a présenté dans le sein de la commission des demandes de réduction sur certains articles, ces propositions ont été repoussées. Il n'a pas cru devoir les renouveler et il s'est contenté de rédiger des amendements qui seront distribués demain à la Chambre.

Plusieurs membres : Faites-les connaître sommairement.

M. Raudot répond qu'il s'est simplement reporté au budget de 1870, et sur l'invitation qui lui est adressée, il cite différentes réductions, qu'il propose, et qui s'élèveraient, par exemple, à 50 millions pour la marine, à 7 millions pour les cultes, enfin à des sommes plus ou moins considérables sur les autres ministères; sur celui de la guerre on en retrancherait la somme d'une diminution de 122 millions. (Mouvement.) — Très bien! sur un certain nombre de bancs. Mais il entre dans ce sujet dans des explications plus détaillées quand le moment sera venu.

La clôture de la discussion générale est prononcée. (A demain.)

M. le président fait observer qu'il ne peut pas donner de crédits de dépenses relatives à la question romaine. (Aujourd'hui non!)

M. le président se dispose à consulter l'Assemblée.

M. Chesnelong : (L'ajournement!) Le débat sur les pétitions relatives à la question romaine, qui est d'une si grande gravité, a été anticipé par le gouvernement, et il n'y a plus de débat.

Voix nombreuses : C'est à l'Assemblée à se prononcer!

M. Chesnelong : Ces pétitions attendent depuis longtemps.

Autres voix : Elles attendront.

Un membre : Elles attendront jusqu'à ce que les Prussiens aient évacué le territoire.

M. Chesnelong : Si l'Assemblée ajournait de quelques jours, il n'y a rien à gagner au point où en est la question; mais si cet ajournement doit être indéfini, si on veut enterrer ces pétitions... (Oui! oui! — Non! non!) C'est une faute, car elles répondent dans le pays à des anxiétés qui sont très honorables. (Bravos à l'extrême droite, qui va à la tribune.)

La Chambre décide que la discussion sur ces pétitions n'aura pas lieu demain.

Règlement de l'ordre du jour de demain.

A une heure, réunion dans les bureaux.

Nomination de plusieurs commissions.

A deux heures, séance publique.

La séance est levée à cinq heures trois quarts.

NOS INFORMATIONS

LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Aujourd'hui et demain, M. Léon Say présidera à la Bourse, à l'installation des bureaux affectés à la reconstitution des actes de l'état civil de Paris. Un personnel de quatre-vingts employés est choisi, et va entrer en fonctions au commencement de la semaine prochaine. Par le moyen de la presse et des affiches, on va convier toutes les personnes qui possèdent d'anciens actes ou existants d'actes à les communiquer aux employés, pour leur faciliter la longue et laborieuse tâche qu'ils vont entreprendre.

Comme nos lecteurs le savent sans doute, ce sont les actes de l'état civil antérieurs en date à l'année 1839, qui ont été brûlés.

A cette époque, en effet, et à la suite de

l'agrandissement de Paris par l'annexion de la banlieue, la capitale, qui comprenait douze arrondissements, fut divisée en vingt arrondissements. Pour éviter toute confusion, on transporta aux archives de l'hôtel de ville tous les actes civils qui se trouvaient dans les douze anciennes mairies. L'hôtel de ville étant brûlé ainsi que le greffe, tous ces actes sont donc perdus. On a cependant retrouvé des dossiers de recrutement, des fragments de registres qui, avec les renseignements particuliers, permettent de reconstituer assez rapidement ce qui a été brûlé.

Quant aux actes postérieurs à l'année 1839, les registres qui le contiennent n'ont jamais quitté les mairies respectives où ils avaient été reçus, et ils subsistent tout entiers.

LE ROI DE DANEMARK

LL. MM. le roi et la reine de Danemark, qui sont en ce moment à Brindisi, sont attendus à Paris le 15 avril et descendront au Grand-Hôtel. Elles voyageront incognito sous le nom de comte et comtesse d'Aarhuus. Le roi porte en ce moment le nom de comte de Falston. Avant de partir pour la France, Leurs Majestés passeront trois ou quatre jours à Rome avec le prince et la princesse de Gales, leur fille. Le séjour du roi et de la reine de Danemark à Paris sera de quinze jours environ.

LES 19 CONDAMNÉS À MORT

Nous avons rendu hier une visite à la caserne de la rue de Noailles, dans laquelle sont enfermés les 19 condamnés à mort dans les affaires de la Commune, qui attendent qu'il soit définitivement statué sur leur sort. Cette caserne, qui appartenait autrefois au génie militaire, a été convertie en prison. Les caves, qui servaient autrefois au dépôt d'ustensiles, ont été aménagées de façon à ce qu'on puisse y renfermer en cellules les condamnés à mort. Un commandant de place y remplit les fonctions de directeur, et la règle de la prison est très sévèrement observée; les prisonniers sont soumis au régime militaire. Le plus ancien condamné à mort est sans contredit Scudier, le pointeur de la porte Maillot, artiller de l'armée, condamné à mort le 13 juillet dernier; les principaux condamnés, après lui, sont Prédau de Wedel, Lisbonne, Cerisier, Boins, Genton et Baudouin, récemment condamnés dans les affaires des otages.

LES REGARDS D'ÉGOUTS

Les ouvriers de la Ville sont occupés en ce moment à déplacer les regards d'égout de la rue Montmartre, en face des numéros 127 et 133. Ces regards, qui se trouvaient au milieu de la rue, sont rapprochés des trottoirs. La même opération va être faite dans toutes les rues où les regards d'égout se trouvent au milieu de la chaussée. C'est à la suite de nombreux accidents de voitures que cette mesure a été prise : nous-mêmes avons tout dernièrement rendu compte d'un accident de ce genre, arrivé presque devant la porte de notre journal. Tous les passants de la rue Montmartre s'arrêtent curieusement aux bords de ces trous béants, dont la terre noire à l'aspect du charbon. Nous avons même entendu hier, vers cinq heures, un digne monsieur s'étonner que le gouvernement, ayant des mines de charbon sous la main, n'ait pas songé à en tirer parti.

LES RÉSERVOIRS DE MÉNILMONTANT

Ces réservoirs, qui alimentent d'eau tout le quartier du même nom, ont attiré l'attention du conseil municipal, qui, dans sa séance du 29 janvier dernier, a décidé qu'une machine à vapeur de 150 chevaux serait construite et installée dans l'usine municipale de Saint-Maur, pour élever par seconde 150 litres d'eau de Marne dans les réservoirs de Ménilmontant.

Des affiches annoncent aujourd'hui qu'un concours est ouvert pour l'installation de cette puissante machine. Une commission administrative, nommée par arrêté préfectoral, se réunira au palais du Luxembourg le 1er mai prochain, pour recevoir les propositions des concurrents et décider de leur admission. Un cautionnement provisoire de 5,000 francs est obligatoire pour chacun des concurrents.

ARRESTATIONS, SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier soir, sur le boulevard Bonne-Nouvelle, les agents de service ont arrêté un sieur William (Louis-Emma), vivant à Paris sans profession ni domicile connu. Cet individu s'est échappé, le 28 février dernier, de la maison d'arrêt de Riom.

Une jeune fille, Elisa B..., âgée de 20 ans, domestique sans place, venant de Mézières (Ardennes), a été arrêtée hier, en vertu d'un mandat adressé au parquet. La prévention qui pèse sur cette fille est celle d'un infanticide qui aurait été accompagné d'atroces circonstances.

Le jeune Stuard, âgé de vingt et un ans, fils unique de parents honorables habitant la Chapelle-Paris, s'est brûlé la cervelle la nuit dernière, à minuit, dans l'escalier d'une maison rue du Château-Rouge, où demeurait une jeune personne avec laquelle il désirait s'unir. Au bruit de la détonation, tous les locataires furent sur pied; on alla chercher les gardiens de la paix, qui transportèrent le cadavre chez les parents. Ce jeune homme avait choisi le jour anniversaire de sa naissance. Le troifième acte de folie serait, dit-on, le refus des parents de consentir au mariage qu'il voulait contracter.

La femme Marie Joyce, couturière, a été trouvée inanimée hier soir dans le bois de Romainville. Un flacon de laudanum, qu'elle tenait encore dans sa main crispée, montrait qu'elle venait de s'empoisonner. Une lettre trouvée dans son corsage indiquait qu'elle a été poussée au suicide par la misère et des chagrins de toute sorte.

Rue du Faubourg-Saint-Denis, une portière s'est jetée hier soir du quatrième étage sur le pavé, et est morte sur le coup. Cette malheureuse a été entraînée à cet acte de désespoir par une maladie qui lui occasionnait d'insupportables souffrances.

Hier, à onze heures du soir, rue de Dejean, 19, une jeune femme s'est suicidée sur le pavé du 3^e étage, en se déchargeant successivement trois coups de revolver en pleine poitrine. Quand les agents arrivèrent sur les lieux, ils trouvèrent la malheureuse baignant dans son sang, couchée la face contre terre, au dos trois affreuses blessures, qui étaient les traces laissées par les balles à leur sortie.

M. Denis, commissaire de police, a fait transporter le corps à la Morgue, où il sera soumis à l'autopsie.

Boulevard Mazas, en face la prison, la dame Vence, couturière, demeurant passage Haher, 22, tombait hier sans connaissance sur la chaussée. On s'empressa de la relever, et on la conduisit à la pharmacie de la pharmacie, où elle ne tarda pas à revenir à elle. Cette malheureuse avait alors que sa petite fille, âgée de six ans, venait de mourir de

faim, et qu'elle-même n'avait pas mangé depuis trois jours, et ne voulait plus tendre la main aux passants.

M. Arthur H..., associé d'agent de change, demeurant rue Notre-Dame des Champs, a été renversé par une voiture, hier vendredi, à huit heures du soir, au coin du boulevard et de la rue Royale, et a été transporté chez lui dans un état presque complètement désespéré.

— Avant hier, à cinq heures, au moment où l'omnibus de la Glacière tournait la rue du Faubourg-Montmartre pour enfiler la rue de la Boule-Rouge, un craquement se fit entendre, c'était le ressort de la voiture qui venait de se briser.

Les deux roues de derrière se détachèrent immédiatement de leurs essieux et l'omnibus allait culbuter, sans l'heureuse intervention d'un gardien de la paix qui, saisissant immédiatement les chevaux à la bride, les maintint et les empêcha d'être enlevés par les brancards. Les voyageurs purent alors descendre, mais avec une telle précipitation, que l'un d'eux, le sieur Edmond Bahnd, fit une chute assez grave et se cassa la jambe. C'est le seul accident que l'on ait eu à déplorer.

— Un terrible accident de voiture est arrivé hier, à deux heures, boulevard du Prince-Eugène. La dame Eudoxie de la Horne, venant par un cheval de charrette emporté, qui parcourait le boulevard au galop avec une foule d'écuyers, a eu deux côtes brisées et une jambe cassée en deux endroits. Son état est désespéré.

— Hier soir, rue du Champ-de-Mars, 7, à la suite d'une violente discussion, deux ouvriers, les sieurs Caze et Benail, résolurent d'en terminer par un duel et tirèrent chacun un coup de fusil. Le premier passe, Caze tomba en poussant un cri terrible, le contenu de son adversaire lui avait traversé la cuisse. Ce malheureux a été transporté à la Charité. Quant à son adversaire, il a été mis à la disposition de M. Morel, commissaire de police.

UN NAUFRAGE

Nous avons assisté hier à un assez curieux naufrage qui a failli coûter la vie à deux marins. Le bateau *l'Espérance*, en aval du pont d'Iéna, sans que rien ait pu faire pressager la catastrophe, coula bas, avec sa cargaison et les marins qui le montaient. Le navire était, nous assure-t-on, trop chargé. On procéda immédiatement au sauvetage et l'on réussit à dégager les deux malheureux marins qui avaient été surpris par l'accident, et se trouvaient en ce moment à fond de cale en train de calafater le bateau; puis, après avoir transféré les marchandises, un des nouveaux bateaux pompes amarrés au quai arriva au secours du naufragé et grâce à la puissance d'une pompe aspirante et foulante mue par la vapeur le releva au bout de quelques heures. Rien de plus curieux que de voir fonctionner ce nouvel appareil de sauvetage.

LE TROU DANS LE MUR

Tel est l'enseigne d'un cabaret près de Holborn, à Londres, qui sert de point de réunion aux démocrates rouges anglais. Il paraît que les débats ont été si animés dans ce *Croquet volant*, que les voisins du cabaret ont porté plainte, et la propriétaire du *Trou dans le mur* a été informée que la police fermera son établissement si elle ne refuse pas de le prêter aux réunions démocratiques. Celle-ci a préféré rester en bons termes avec l'autorité, et les démocrates anglais sont forcés de chercher une autre localité.

UNE VENTE DE CHARITÉ

Les 20, 21 et 22 courant aura-t-il une place Vendôme, dans le salon du Carcle de l'Union artistique, une vente au profit de l'œuvre maternelle de la paroisse de la Madeleine. Cette vente, composée d'objets d'art et de bibelots de toutes sortes sera faite par M^{me} de Mackau et des dames du monde le plus distingué. C'est M^{me} la baronne de Mackau qui l'organise.

Le général Douay

ET LE PRINCE DE BAUFFREMONT

Nous recevons les lettres suivantes :

Monsieur le rédacteur,

En réponse à la lettre de M. le général Douay, reproduite dans votre journal, nous vous prions de vouloir bien insérer la déclaration suivante :

Je n'ai jamais eu l'honneur de connaître M. le général Douay.

M. le prince de Bauffremont, ayant été gravement insulté par une lettre de M. le général Douay, nous a chargés de lui demander une réparation.

Le choix des armes appartenant à M. de Bauffremont, comme insulté, nous avons choisi l'épée.

M. le général Douay, malgré ce droit incontesté, n'ayant pas accepté l'épée, lui a refusé satisfaction.

Paris, le 15 mars 1872.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

M. le prince de Bauffremont, comte de Pontevet.

du général, et auteur d'un nouveau cartel adressé au prince de Bauffremont, est son adversaire naturel, son premier et principal adversaire, et que l'affaire du général ne peut être engagée qu'après le règlement de la première.

— Toutefois, sur la volonté expresse du général Douay, et sur la réserve de la constatation précédente, faite dans l'intérêt de l'honneur du prince Bibesco, ces messieurs, tout en maintenant leur appréciation, croient devoir passer outre.

Paris, le 15 mars 1872.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet reconnaissent l'exactitude de ce procès-verbal, après avoir pris le soin d'en contrôler les termes; et ils conviennent d'y apposer leurs signatures à côté de celles des témoins adverses.

Il ne faut à régler les conditions du combat. M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet ont pris le soin d'en contrôler les termes; et ils conviennent d'y apposer leurs signatures à côté de celles des témoins adverses.

Se basant sur le droit strict de l'offense, ces messieurs — et le prince de Bauffremont consulté par eux pendant une suspension de la conférence — ont déclaré maintenir leur prétention à l'épée et à admettre aucune autre condition de combat. Dès lors, la rencontre devenait impossible.

La constatation de ces faits n'est garantie que par la signature des témoins du général Douay, attendu que ceux du prince n'ont pas pensé devoir signer le procès-verbal, le considérant comme inutile et sans objet, du moment que le duel n'était plus lieu.

Toutefois, M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet n'hésitent pas à la faire connaître, sous leur responsabilité, parce qu'il établit nettement la situation des adversaires, et constate que M. le général Douay, laissant de côté sa haute personnalité, dans une large mesure, à la disposition du prince de Bauffremont.

Paris, le 15 mars 1872.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. le vicomte de Fayet et M. le comte de Pontevet.

M. Motin est arrêté.

Cette nouvelle a circulé dans la presse, comme un éclair; elle doit être déjà connue dans les faubourgs selon les convenances de parti auquel appartient cet honorable homme.

Je n'ai jamais compris la stupidité de la plèbe qui l'a nommé du conseil municipal; car, enfin, c'était un banquier, c'est-à-dire une sangsue engraisissant des milliers de peuple, un de ces vampires du capital, de l'infâme capital qui oppresse le monde entier, lequel monde entier sera un jour de beaux draps s'il n'y avait plus de vampires ni sangsues.

Les quelques bourgeois qui l'avaient élu comprenaient que ce banquier ne serait jamais leur ennemi, puisqu'il avait tout intérêt à ce que les affaires prospérassent. Les vampires, en effet, ne haïssent-ils pas le monde oisif, inutile, animal, il trompe bien le monde, et les électeurs particulièrement.

Antisé son incorporation d'abus d'administration et de l'administration frauduleuse! Ce n'est pas peu dire; on va loin avec cela. Le troisième volume de l'encyclopédie rouge, dont M. Motin lui-même était l'éditeur, nous en trace le tableau lugubre.

Les banquiers frauduleux à tout complot, ont fait faillite, ont soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement tenu comme débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

La peine prononcée contre le crime de banqueroute frauduleuse est celle des travaux forcés à temps. A la différence du banqueroutier simple, le banqueroutier frauduleux ne pourra pas obtenir d'acquittement, et ne sera pas à la fois au bénéfice de la réhabilitation.

La justice n'a, se prononce, mais conventions qui ont été le résultat bien dur pour un homme qui a été la présidence de la République, et qui y comptait.

Qui sait! Il y a tant de faillites en ce moment — voir les journaux — que si tout le monde était logé à la même enseigne, M. Motin aurait encore des chances.

CHATELAIN.

LES TRIBUNAUX

6^e CONSEIL DE GUERRE (Versailles)

Audience du 15 mars

AFFAIRE DE LA RUE HAXO. — QUARANTE SEPT VICTIMES. — VINGT-TROIS ACCUSÉS.

(Voir la Liberté des 13, 14 et 15 mars.)

Les témoins entendus dans cette audience racontent les diverses scènes qui ont accompagné l'appel et le départ des quarante-sept otages.

La plupart de ces dépositions montrent de nettelé, et qu'il y avait eu, comme on le voit, leur fesse de... (Mouvement.)

Le témoin... Le

AU PAUVRE DIABLE

3, rue Montesquieu, PRÈS LE PALAIS-ROYAL

LUNDI 18 MARS
ET JOURS SUIVANTS

EXPOSITION GÉNÉRALE DES NOUVEAUTÉS DE PRINTEMPS.

Le BON MARCHÉ SI EXTRAORDINAIRE de cette
Mise en Vente s'explique par ce simple fait :
Dès longtemps, prévoyant la hausse, nous avons
passé des marchés considérables dans chacun de nos
Articles; aujourd'hui, loin de spéculer sur la PLUS-
VALUE ENORME de ces Marchandises, nous les met-
tons en vente AUX PLUS BAS PRIX CONNUS des
anciens cours.

Afin d'éviter une Publicité onéreuse, dont les
conséquences sont toujours subies par l'acheteur,
nous ne donnons ici qu'un résumé très-succinct de notre
Mise en Vente.

L'IMPORTANCE et le BON MARCHÉ HORS
LIGNE de nos Opérations n'échappent à personne
d'après ce simple aperçu.

SOIERIES

NOTA. — Nous nous attachons particulièrement à
la production de tissus spéciaux susceptibles d'être
offerts en toute confiance à notre clientèle.

POULTE DE SOIE rayé couleurs et gris-
sailles 2 95

POULTE DE SOIE griseille, étoffe très
brillante 3 90

Article exclusif : GROS DE LYON griseille
cachemire de soie, double chaîne,
largeur 0m63, trente nuances variées,
haute nouveauté 4 90

TAFETAS UNI toutes nuances, bonne
qualité 4 90

POULTE DE SOIE ANTIQUE nuances fines
et nuances drap, largeur 0m63 6 75

Propriété du Pauvre Diable : L'ARLEQUIN
cachemire de soie, double chaîne,
largeur 0m63, trente nuances variées,
haute nouveauté 8 75

FAILLÉ GROS GRAIN, noir fin, largeur
58/60 3 90

Une magnifique affaire : TAFETAS
D'ITALIE très brillant, noir nouveau,
largeur 58/60 4 90

DRAP DE SOIE noir supérieur, largeur
58/60 5 90

L'affaire suivante achetée à la suite d'une cessation
de fabrication représente le bon marché le plus
extraordinaire qu'on ait jamais produit :

540 pièces DRAP PERSAN noir velouté,
gros grain, largeur 60/62, fabriqué
pour être vendu 13 fr. 50 6 90

Parmi les nouveaux tissus que nous envoyons
notre MAISON DE LYON, il en est un dont
la réussite a dépassé toutes nos espérances :

LE VENITIEN

Cachemire de soie, garanti à
l'usage, noir supérieur,
largeur 0m62 9 75

Ne peut se comparer à aucun des tissus
produits jusqu'à ce jour.

Droit de vente exclusif : L'édifice Vert
et ses dépendances. Nous nous engageons à
rembourser toute Robe du VENITIEN,
qui ne répondra pas à la garantie donnée.

ÉTOFFES NOUVELLES

4,000 pièces TOILE LAINE griseille,
bonne qualité 30

TAFETAS PARSISSE fraîche nouveauté
pour costumes 60

Exceptionnel : POPELINE PRINTANIÈRE
fond blanc rayé couleurs, va-
leur 1.25 65

GRISAILLE nouveauté, excellente
étoffe 75

TOILE VÉGÉTALE pour costumes (genre
beige) 75

MOHAIR ANGLAIS, qualité garantie.
POPELINE TAFETAS griseille 65

POPELINE pékins, fond blanc, pre-
mière qualité 65

Bon marché unique : BENGALINE, char-
mant tissu uni pour costumes, au
lieu de 1 fr. 60 95

PACHA GRISAILLE étoffe garantie à
l'usage 1 25

DRAP RÉGENTE jolie nouveauté, genre
communi 1 35

AMERICA tissu et dispositions nou-
velles 1 40

PUR MOHAIR glacé, qualité de 2 fr. 45

Bengaline, Châlys, Grenadines unies et à Pékins
Camefleur, Crêpes et Foulards, etc. etc.

Ravissante collection de tissus inédits par les-
quels nous étirons : le Velours Sembranis
et le Crêpon d'Égypte, Gaze des Indes,
Gaze Lucrèce, Damas et Lampas pour
tuniques, etc.

LAINAGES D'ÉTÉ

CACHEMIRE ANGLAIS toutes nuances
fines, pour costumes 1 40

BRILLANTINE PACHA garantie à l'usage
1 75

TAFETAS DU BRÉSIL (article recom-
mandé) toutes nuances nouvelles.
Hors ligne : 300 pièces CACHEMIRE
d'ÉCOSSE chaîne renforcée, 15 croi-
sures, larg. 1m20, toutes nuances de
soierie, valeur actuelle 4 fr. 50 2 95

ÉTOFFES NOIRES

4,000 pièces DÉMI-LUSTRE ANGLAIS noir,
larg. 0m60 75

1,800 pièces ALPACA ANGLAIS chaîne dou-
ble, larg. 0m65, qualité de 1.50 95

ALPACA ANGLAIS chaîne double, qualité
extra, larg. 0m75 au lieu de 2.25 1 45

Le ROYAL MOHAIR NOIR-NOIR (droit de
vente exclusif), plus beau et plus
solide que les MOHAIRS ALPACA,
vendus 4 et 5 fr., larg. 0m65, au
prix extraordinaire de 1 90

CACHEMIRE RENFORCÉ noir fin, pour cos-
tumes, 14 croisures, larg. 98/100, qua-
lité de 4 fr. 2 60

Le CACHEMIRE DE PARIS fabrication ré-
servée aux Grands Magasins du
Pauvre Diable, larg. 1 mètre, noir
velouté, 20 croisures, valeur réelle
7 fr. 3 90

GRÉNADINE NOIRE, indéchirable, au
prix extraordinaire de 1 40

GRÉNADINE D'IRLANDE à rayures sa-
lines noir sur noir, au lieu de 4 fr.
Grénadines damas, Crêpes, Gazes et Châlys noirs, etc.

INDIENNES-NOUVEAUTÉS

DOLLY-VARDEN grande vague de la sa-
son, impressions Pompadour, pour
costumes article de 2 fr. 25, vendu
au Pauvre Diable 95

SATINS LOUIS XV, impressions Pom-
padour et vieux jupon, teint garanti,
fond bis, fond noir et fond blanc
2 fr. 25 et 2 75

PERCALES IMPRIMÉES 1^{re} qualité, haute
nouveauté, pour costumes, pei-
gnoirs, corsages et jupons, 25 c. et
Affaire importante : NOUSSELLINES
IMPRIMÉES : bonnets et dessous
variés au prix unique de 35

MOUSSELINES et JACONS Pompadour
et Persé, haute nouveauté, 25 c. et
LINDON d'ÉCOSSE, grande nouveauté
pour costumes, nuances : écru, lin,
sable, ardoise, Carondeau, fumées.
Valeur réelle de cet article est de 3.50

TOILE LINDON à franges lacs, nou-
veau élégant pour costumes 1 95

COSTUMES DÉMI-CONFECTIONNÉS
en toile batiste irlandaise; nuances : écru, lin, sable,
fumée, Carondeau.

Chaque robe dans un carton avec une charmante
figurine.

CHALET-COSTUME jupon à grand
volant, plissé, lèze camail; robe
double jupe et tunique nou-
velles ornées de plissés et biais ca-
maïeu (contenance totale 10m) 45 75

Le BOUQUET modèle style avec 2
grands volants et tunique très
simple (contenance totale 10m) 18 75

SOIR D'ÉTÉ costume riche à 3 vo-
lants façon nouveauté, à larges
biais camail ornés de festons
blancs et plissés fins (double
jupe et tunique) même 29

14 MODÈLES Costumes riches, ornés
de dentelles, entrecroix brodés,
effilés, etc., etc., de 32 fr. à 45

NOTA. — Nous n'envoyons pas d'échantillons de ces
costumes.

DRAPERIE

ARMURES BLANCHES pour vestons de
fantaisie, velours, diagonale, etc.,
largeur 1m33 6 75

WATERPROOF, étoffe imperméable,
bonne qualité, larg. 1m50, 2.00 et
3.00 3 90

DRAP LAINE DOUCE pour costumes d'en-
fants, largeur 1m30, de 2 fr. 90 à 4 60

Bon marché hors ligne : NOUVEAUTÉS
pour pantalons, très bonne qualité,
largeur 1m30, le mètre 6 75

OUTILS FANTAISIE pour hommes et
enfants, grand teint, largeur 0m65,
1 fr. 40 et 1 60

FLANELLE DE SANTÉ lisse ou croisée,
pure laine, blanc et couleurs 1 45

FLANELLE TISSÉ BLANCHE 1^{re} qualité,
largeur 0m70 1 90

CONFECTIONS, ROBES ET COSTUMES

Nous envoyons FRANCO à toutes les dames qui en
font la demande une planche de gravures repré-
sentant nos modèles exclusifs.

VESTES D'APARTÈMENT, drap chiné, au
dessus des manches 2 45

VESTONS DRAP, belle qualité, formes
nouvelles 3 90

WATERPROOF, vêtement imperméable,
grande taille, pélerine, manches et
capuchon 8 75

TOURISTE, double collet, drap anglais
(coulure et festons) en tricot 19 75

ELEGANT, paletot nouveau, cachemire
fort, très élégant 10 75

SEVILLE, double collet, mérinos double
extra, biais pareils et frange nou-
velle 29

Le RECEVEUR, modèle inédit, cachemire
extra, large, boutons en tricot, ce su-
perbe avec franges et guipures 39

ESTHÈRE, paletot point de soie, forme et
garnitures nouvelles, avec franges 19 75

DERBY, nouveau modèle, point de soie
extra, orné de biais pareils, liserés
satin, jolies boutures et franges riches 55

QUELQUE, double collet droit ou cintré,
tricot, point de soie, jolies gar-
nitures 95

Le succès toujours croissant de notre comptoir de
couture est dû aux succès multiples que nous ap-
portons dans la Confection de toutes les Robes,
nuances des plus bas prix.

ROBE de chambre fantaisie, forme prin-
cée, à volant 42 75

Le RECEVEUR, robe de chambre élégante,
tricot, jolies garnitures, cachemire 19 50

MATINEE, jolies fantaisies, toutes nuances,
luxe et paletot doubles, dernier
genre 14 75

LYSÉE, costume jupon en tricot, robe
double jupe et tunique nou-
velles, grand volant plissé avec trois
biais doubles 39

Magnifique robe de chambre SULTANE,
toutes nuances, richement ornées
de tulle, jolies garnitures, haute
nouveau, jolies garnitures, jolies
boutures, jolies garnitures, jolies
boutures 65

ALSACIEN, costume jupon en tricot, robe
double jupe et tunique nou-
velles, grand volant plissé avec trois
biais doubles 39

17 modèles inédits en robes et costumes de soie
1 75 et 2 25

PEIGNOIRS percale nouveauté, forme
trouvée aux prix incroyables
de 7 75 et 9 75

MATINEE, jupe et paletot percale
1^{re} qualité, garni biais pareils 12 75

FLORIAN, costume complet, batiste
rose, jupon, tunique et tunique nou-
velles, grand volant plissé avec trois
biais doubles 18 50

DOLLY-VARDEN, costume Pompadour
garni, forme inédite 49

LINGERIE, DENTELLES

(Voir au Catalogue général les GRANDES OCCA-
SIONS du comptoir des TROUSSEAUX.)

PARURES montées en nansouck, entre-
deux brochés au plumetis 2 25

PARURES riches pour robes ouvertes,
garnies de Valenciennes 7 75

PARURES POMPADOUR ouvertes ou
fermées, percale ancienne, 2 75

MOUCHOIRS batiste fil, initiales bro-
dées, 3/4 de mouchoirs 3 40

MOUCHOIRS batiste filon, ourlets à jour,
initiales brodées, les 6 mouchoirs 8 75

DENTELLE DUCHESSE (genre Bruges),
nuances écru, pour garnitures de
costumes, hauteur 0m02 40

La même dentelle, hauteur 0m01, très
grande 75

GRANDES POINTES LAMA, dessins riches,
dopis, 1 fr. 20 à 1 40

JUPONS ET CORSAGES

JUPONS percale blanche, à volants
plissés 5 50

JUPONS mousseline, à train, garnis
de dentelle 8 75

CORSAGES percale imprimée, disposi-
tions nouvelles 1 95

CORSAGES batiste écru, garnis de gui-
pures 4 75

JUPONS PERCALE imprimée, grand vo-
lant à tête tuyaute 6 fr. 50 et 7 75

JUPONS NOUVEAUTÉ griseille, garnis de
biais ou volants 5 fr. 90 à 8 50

JUPONS CACHEMIRE noir extra, grand
plissé (pouvant servir de jupon) 19 50

TOILETTES POMPADOUR : jupon grand
volant à biais, l'ourlet, chemi-
sette percale, avec plissés de mou-
sseline formant col, manchettes et
jaquets 15 75

CHRISTIANE, toilette d'été, genre ou-
vert, jupon et corsage ornés
de plissés, dentelles et entre-deux
de 25 à 35

TOURISTES variées pour robes et cos-
tumes, toutes formes nouvelles, de
10 à 20

CORSETS coutures, coutil fil, garnis den-
telles et volants 2 90

CORSETS PARSISSE, coutil blanc, gar-
nis de broderie 4 75

CORSETS COUTURES, popeline rouge,
eventailles et garnis de dentelles 6 90

BONNETERIE, GANTERIE,

OMBRELLES.

BAS COTON blancs et écru, tr-bien
proportionnés, la paire 1 45

BAS ÉCROS, mailles fines et mailles for-
tes, qualité de 2 fr. 75, la paire 1 90

BAS PARIS marqués au Pauvre Diable,
article de 1 fr. 40, la douzaine 28 80

CHAUSSETTES coton écru 4 et 5 fils, prix
unique, la paire 95

CHAUSSETTES coton écru, mailles fines,
bon marché hors ligne, la douzaine
17 40

GANTS de SUÈDE 1^{re} qualité, 2 boutons,
la paire 1 45

GANTS de SUÈDE, boutons sans boutons
ou bouton 3 boutons, la paire 1 95

3,500 douzaines GANTS SATIN fil, bro-
dés soie, à manchettes, longueur
2 boutons, la paire 95

Le même article, pour hommes, la
paire 75

20,000 OMBRELLES de JARDIN, pour da-
mes et enfants 95

OMBRELLES, satin écru, doubles satin
couleur à volant 4 90

ÉTOFFES POUR AMEUBLEMENTS

OMBRELLES LOUIS XIII, satin double
face, à 3 fr. 90

OMBRELLES ROMAINES haute nouveauté,
toutes nuances, toutes longueurs,
manches nouvelles 8 90

PARASOLS bords de mer, toile mexicai-
ne, doubles couleurs 1 95

EN-CAS, taffetas cuir glacé ou taffetas
cui marron ou noir, manches bois
sculpté ou bélière 6 90

ORETHONES ANGLAISES, rayures Pompa-
dour, fonds bis et fond couleur 85

1,301 pièces GRETONNE D'ALSACE
achetées en juin 1871, dessins
nouveau à 8 et 10 couleurs,
style Louis XV, Louis XIV et
Pompadour, fond bis et fond
noir, larg. 0m80, au prix excep-
tionnel de 95

ORETHONES fortes, genre Pompa-
dour et style oriental, dessins ri-
ches à 10 et 12 couleurs, largeur
0m80, d'été 1 fr. 20 à 1 60

SATINS DES INDES, 1^{re} qualité, haute
nouveauté, article de 3 fr. 75 à
sans richesses dans tous les styles 2 30

TOURISTES tissu laine sans envers,
largeur 1m30 1 90

PEKINAIÉS 1^{re} qualité, rayures long,
largeur diagonale, largeur 1m30 3 90

TISSU INDIEN bonnet de soie, dessins
nouveau, largeur 1m30 4 30

TAPISSERIE ORIENTALE, dessins riches,
largeur 1m30, article de 10 fr. 50 au
prix exceptionnel de 5 90

Grandes occasions en TAPIS POUR LA CAMPAGNE

1,600 RIDEAUX ROMAINS, extra-riches,
bon marché unique :
Le grand rideau, hauteur 3m 15 75
Le rideau vitrage 2m 60 12 50
Le rideau vitrage 2m 60 6 75
Le rideau vitrage 2m 60 7 75

TOILES ET BLANC DE COTON

TOILE COUTAIL pur fil, beau blanc,
largeur 1m30 1 25

TOILE GRETONNE de Vimontiers, lar-
geur 1m30 1 75

TOILE GRETONNE de Lisleux, pour
draps, qualité garantie, largeur 1m20 2 50

TOILE GRETONNE de Vimontiers, pour
draps, qualité extra, largeur 1m20 2 90

TOILE DE COUTAIL blanc de Senlis, lar-
geur 1m30, pour draps et linge de
cuisine 3 90

TOILE DE COUTAIL blanc de Senlis, lar-
geur 1m30, pour draps et linge de
cuisine 3 90

SERVETTES de TABLE pur fil, bonne qua-
lité, largeur 1m30 9 75

TOILE CHANVRE lessivée, rayée écru, la
pièce par 12 m. 9 60

DAMASÉS : 1^{re} bordures blanches,
2^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
3^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
4^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
5^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
6^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
7^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
8^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
9^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
10^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
11^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
12^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
13^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
14^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
15^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
16^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
17^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
18^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
19^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
20^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
21^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
22^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
23^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
24^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
25^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
26^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
27^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
28^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
29^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
30^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
31^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
32^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
33^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
34^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
35^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
36^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
37^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
38^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
39^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
40^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
41^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
42^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
43^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
44^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
45^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
46^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
47^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
48^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
49^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
50^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
51^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
52^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
53^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
54^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
55^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
56^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
57^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
58^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
59^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
60^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
61^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
62^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
63^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
64^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
65^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
66^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
67^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
68^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
69^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
70^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
71^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
72^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
73^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
74^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
75^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
76^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
77^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
78^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
79^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
80^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
81^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
82^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
83^{de} bordures écru, la pièce par 12 m.
84^{de} bordures écru, la pièce par